

3° l'alinéa deux est complété par la phrase suivante :

« Lorsque l'organisateur opte pour le tarif supplémentaire, limité aux frais réellement exposés, visé à l'alinéa premier, 1°, h), l'organisateur tient les pièces justificatives des frais réellement exposés à la disposition de « Kind en Gezin » et du contrôleur. ».

Art. 5. Dans l'article 22/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté ministériel du 24 avril 2014, le deuxième alinéa est remplacé par ce qui suit :

« La date de fin mentionnée dans l'attestation du tarif sur base des revenus est le dernier jour de l'année calendaire de la demande de l'attestation du tarif sur base des revenus. Si l'enfant atteint l'âge de 3,5 ans, la date de fin est le dernier jour du trimestre où l'enfant atteint l'âge de 3,5 ans. Un tarif sur base des revenus réduit individuellement est accordé pour au moins un an, la date de fin étant le dernier jour du trimestre dans lequel l'attestation relative au tarif sur base des revenus a atteint une durée de validité d'un an. Si l'enfant atteint l'âge de 3,5 ans, la date de fin est le dernier jour du trimestre où l'enfant atteint l'âge de 3,5 ans. ».

Art. 6. Dans l'article 25, 1°, du même arrêté, le montant « 15,88 euros » est remplacé par le montant « 15,87 euros ».

Art. 7. Dans l'article 27, 1° et 5°, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 24 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le point 1°, les mots « le tarif sur base des revenus dernièrement calculé » sont remplacés par les mots « le tarif des revenus calculé » ;

2° dans le point 5°, a), les mots « le tarif sur base des revenus réduit individuellement dernièrement déterminé » sont remplacés par les mots « le tarif des revenus réduit individuellement calculé » et les mots « le tarif des revenus dernièrement calculé » sont remplacés par les mots « le tarif des revenus calculé ».

Art. 8. Dans l'article 30 du même arrêté, inséré par l'arrêté ministériel du 8 juillet 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa deux est remplacé par ce qui suit :

« Dans le cas où l'enfant est accueilli dans un emplacement d'accueil d'enfants pour lequel l'organisateur reçoit une subvention pour l'accueil d'enfants aux heures d'ouverture flexibles, la facture comporte, outre les données visées à l'alinéa premier, également la mention du nombre de jours flexibles durant lesquels l'enfant du titulaire du contrat est accueilli dans l'emplacement d'accueil d'enfants pendant plus de 11 heures par jour. » ;

2° l'alinéa trois est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017. L'article 4 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

L'article 7 produit ses effets le 1^{er} janvier 2016.

Bruxelles, le 24 novembre 2017.

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,
J. VANDEURZEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/31866]

15 NOVEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au télétravail

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), notamment l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, notamment l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la naissance et de l'enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, notamment l'article 140, § 3;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 octobre 2011 relatif au télétravail;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 mai 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 novembre 2017;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 19 juillet 2017;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française donné le 13 juillet 2017;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 14 juillet 2017;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, donné le 19 juillet 2017;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication, donné le 14 septembre 2017;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la formation en cours de carrière, donné le 20 septembre 2017;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française, réputé favorable à défaut d'avoir été donné dans les soixante jours ouvrables qui ont suivi la réception de la demande;

Vu le protocole de négociation n° 481 du Comité de secteur n° XVII, conclu le 14 juillet 2017;

Vu le « test genre » du 5 juin 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis n° 61.973/2/V du Conseil d'Etat, donné le 6 septembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'accord-cadre européen du 16 juillet 2002 sur le télétravail;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définition et champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux agents statutaires et aux membres du personnel contractuel, ci-après membres du personnel, des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII.

Sont toutefois exclus du champ d'application du présent arrêté, les membres du personnel contractuel engagés dans le cadre d'un contrat de travail de moins de deux ans.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° télétravail : toute forme d'organisation et/ou de réalisation du travail, utilisant les technologies de l'information, dans laquelle un travail qui peut être réalisé dans les locaux de l'employeur est effectué de façon régulière au domicile du télétravailleur ou en tout autre lieu choisi par lui situé en dehors des locaux de l'employeur, moyennant l'accord de ce dernier;

2° télétravailleur : l'agent statutaire ou le membre du personnel contractuel qui effectue du télétravail;

3° employeur : les Services du Gouvernement de la Communauté française, le Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou l'organisme d'intérêt public qui relève du Comité de secteur XVII;

4° chef de service : l'agent de rang 12 au moins dont relève le télétravailleur, ou son délégué;

5° Comité de direction : le Comité de direction du Ministère de la Communauté française, tel que défini à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ou, le cas échéant, l'organe de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou des organismes d'intérêt public visés à l'article 1^{er};

6° Service : une Administration générale et le Secrétariat général du Ministère, un organisme d'intérêt public et le Conseil supérieur de l'Audiovisuel;

7° Fonctionnaire général : le Fonctionnaire général dirigeant un Service ou son délégué;

8° Service général de la Gestion des Ressources Humaines : le service des Ressources humaines du Ministère ou de l'organisme concerné.

CHAPITRE 2. — De l'octroi du télétravail

Section 1^{ère}. — Dispositions générales

Art. 3. Un membre du personnel peut être autorisé à recourir au télétravail s'il est satisfait aux conditions suivantes :

1° le télétravail est compatible avec la fonction;

2° le télétravail est compatible avec l'intérêt du service;

3° le télétravailleur exerce ses fonctions dans le cadre d'un régime de travail à temps plein ou à temps partiel de minimum 80 %;

4° le télétravailleur est affecté au sein du Service dont il relève depuis 6 mois au moins.

Ces conditions doivent être remplies dès le moment où la demande est introduite auprès du chef de service.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 3°, le candidat qui exerce ses fonctions selon le régime de prestations réduites pour raisons médicales prévu aux articles 117 à 123 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII, peut obtenir une autorisation de télétravail.

Sans préjudice de l'article 10, la condition d'affectation visée à l'alinéa 1^{er}, 4°, n'est pas applicable au télétravailleur qui change d'affectation.

Art. 4. § 1^{er}. Un membre du personnel peut introduire une demande pour recourir au télétravail auprès de son chef de service au moyen du formulaire prévu à cet effet.

Le chef de service remet un avis motivé sur cette demande. En cas d'avis favorable, la proposition écrite annexée au formulaire est complétée et signée par le membre du personnel et son chef de service. Cette proposition doit à tout le moins contenir les mentions relatives au lieu où s'exerce le télétravail, les jours de télétravail, la durée de l'autorisation, les plages horaires pendant lesquelles le télétravailleur doit être joignable, lorsque ces plages ne correspondent pas aux plages fixes de l'horaire variable, ainsi que les modalités de suivi du télétravail.

§ 2. Le chef de service transmet le formulaire et, en cas d'avis favorable, la proposition écrite, par la voie hiérarchique, au Service général de la Gestion des Ressources humaines. En cas d'avis défavorable du chef de service, le Service général de la Gestion des Ressources humaines remet également un avis sur la demande.

Le Service général de la Gestion des Ressources humaines transmet la demande au Comité de direction lequel statue. En cas d'avis défavorable du chef de service, le candidat peut être entendu à sa demande.

S'il est satisfait à la demande nonobstant l'avis défavorable du chef de service, la proposition écrite visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est complétée et signée par le membre du personnel et le membre du Comité de direction dont il relève le plus directement.

Préalablement à sa décision, si, nonobstant l'avis favorable du chef de service, le Comité de direction envisage un refus, il en informe le demandeur et l'invite à être entendu. Il peut se faire accompagner par la personne de son choix.

En cas de refus qui produit ses effets à la date de sa notification au membre du personnel concerné, celui-ci ne peut introduire une nouvelle demande qu'à l'expiration d'un délai de six mois.

Art. 5. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles et sans préjudice d'une impossibilité technique, le Comité de direction accorde l'autorisation de télétravail au candidat pour lequel sa décision est favorable au plus tard dans les 3 mois de la demande.

En cas d'indisponibilité budgétaire, les demandes en attente de l'exécution d'une décision favorable sont classées, dans l'ordre chronologique de leur examen par le Comité de direction.

En cas de nouvelles disponibilités, les demandes sont satisfaites dans l'ordre de priorité décroissant déterminé par les critères suivants, et pour application de chaque critère de la plus ancienne à la plus récente :

1° les demandes des candidats qui font l'objet d'une décision d'un médecin du service de contrôle médical dans le cadre des articles 117 à 123 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII;

2° les demandes des candidats qui font l'objet d'une recommandation du conseiller en prévention-médecin du travail;

3° les demandes des candidats qui justifient de l'utilisation des moyens de transport en commun public qui requièrent un temps de trajet d'au moins 3 heures aller et retour cumulé;

4° les autres demandes dans l'ordre de leur classement.

Art. 6. L'autorisation de télétravail est accordée pour une période d'un an, renouvelable pour une durée indéterminée, pour autant que subsistent les conditions visées à l'article 3.

L'autorisation de télétravail est valable à partir du premier jour du mois qui suit la notification de la décision du Comité de direction. Cette notification est effectuée par le Comité de direction ou son délégué.

Elle sort ses effets au plus tôt à cette date et au plus tard au moment de la mise à disposition du matériel utile.

Art. 7. L'autorisation de télétravail mentionne au moins le lieu où s'exerce le télétravail et les jours de télétravail. Pour le surplus, l'autorisation renvoie aux modalités fixées dans la proposition visée à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, et annexée à l'autorisation.

Section 2. — Des prestations en télétravail

Art. 8. § 1^{er}. Le télétravailleur ne peut accomplir plus de deux cinquièmes de ses prestations en télétravail. En cas de prestations à temps partiel à 80 %, le télétravailleur doit être présent en son service au moins trois jours par semaine.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le directeur chargé d'une direction ne peut accomplir plus d'un cinquième de ses prestations en télétravail.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le télétravailleur peut accomplir trois cinquièmes de ses prestations en télétravail :

1° en cas de décision d'un médecin du service de contrôle médical dans le cadre des articles 117 à 123 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 précité, le nombre maximum de jours de télétravail par semaine étant de deux jours en cas de prestations à temps partiel à 80 % et d'un jour en cas de prestations à temps partiel de 50 à 60 %.

2° en cas de recommandation du conseiller en prévention-médecin du travail;

3° en cas de décision dûment motivée du Comité de direction.

Lorsque la condition justifiant la dérogation accordée en application de l'alinéa 3 cesse de produire ses effets, il est procédé à une modification ou une suppression du télétravail selon les modalités visées à l'article 22.

§ 2. Le télétravail s'effectue par jours entiers.

De commun accord entre le chef de service et le télétravailleur, lorsque des circonstances particulières le justifient, les jours de télétravail peuvent ponctuellement être divisés en demi-jours. Ils sont en tout cas divisés en demi-jours lorsque le temps partiel médical s'effectue par prestations journalières mi-temps.

§ 3. Les jours de télétravail sont prestés conformément à l'autorisation de télétravail visée à l'article 7.

Par exception, en raison des nécessités du service ou sur demande du télétravailleur, le chef de service peut, avec l'obligation d'en informer dès que possible le télétravailleur, modifier le jour où s'effectue le télétravail.

En cas de désaccord avec la décision du chef de service, le télétravailleur a un droit de recours auprès du Fonctionnaire général.

Le Fonctionnaire général informe le Comité de direction de toute décision qu'il prend sur recours.

§ 4. Les heures de travail prestées dans le cadre du télétravail ne donnent pas droit à des heures de récupération.

§ 5. Le télétravailleur ne peut prétendre au bénéfice de la valorisation des prestations effectuées en dehors des heures normales de travail pour les prestations accomplies entre 18 h 30 et 7 h 30 les jours de télétravail, à moins que ces prestations ne soient imposées par le supérieur hiérarchique compétent.

Section 3. — Du télétravail en cas de changement de régime de travail ou d'affectation

Art. 9. L'octroi d'un régime de travail à temps partiel de moins de 80 %, pour une période de moins de six mois suspend l'autorisation de télétravail à l'exception du régime d'incapacité de travail à temps partiel.

L'octroi d'un régime de travail à temps partiel de moins de 80 %, pour une période de plus de six mois met un terme de plein droit à l'autorisation de télétravail à l'exception du régime d'incapacité de travail à temps partiel.

A l'exception des absences pour raisons médicales, en ce compris les absences pour maladie en raison d'un accident du travail, d'un accident sur le chemin du travail ou d'une maladie professionnelle, toute absence continue de six mois au moins met un terme de plein droit à l'autorisation de télétravail.

Art. 10. En cas de changement d'affectation du télétravailleur, le membre du personnel invite son nouveau chef de service à marquer son accord sur la poursuite du télétravail. Le chef de service peut décider de refuser, de suspendre le télétravail pour une période de six mois maximum ou d'assortir cet accord d'une période d'essai de trois mois.

En cas d'accord, la mention « pour accord » est apposée par le chef de service en marge de l'autorisation de télétravail. S'il échet, la mention de la période d'essai est ajoutée. A l'issue de la période d'essai, le chef de service confirme son accord ou notifie son refus. Le défaut de notification d'un refus à l'échéance de la période d'essai vaut accord du chef de service sur la poursuite du télétravail.

En cas de refus qui produit ses effets à la date de sa notification au membre du personnel concerné, celui-ci ne peut introduire une nouvelle demande qu'à l'expiration d'un délai de six mois.

Le chef de service informe son Fonctionnaire général de chacune de ses décisions.

CHAPITRE 3. — *Des droits et des obligations*

Art. 11. Le membre du personnel en télétravail doit être joignable durant les plages fixes de l'horaire variable, sauf si d'autres modalités ont été fixées de commun accord dans l'autorisation de télétravail entre le télétravailleur et son chef de service.

Art. 12. § 1^{er}. Aucune allocation ou prime ne peut être octroyée en vertu du télétravail. Aucune augmentation ou diminution de l'horaire de travail ne peut y être liée.

La charge de travail et les critères de résultat du télétravailleur sont équivalents à ceux des membres du personnel comparables occupés dans les locaux de l'employeur.

§ 2. Les télétravailleurs ont les mêmes droits à la formation et aux possibilités de carrière que les membres du personnel comparables occupés dans les locaux de l'employeur et sont soumis aux mêmes évaluations.

Art. 13. Le télétravailleur doit pouvoir accéder aux informations concernant l'institution et le service.

Art. 14. L'employeur fournit, installe et entretient les équipements informatiques et de téléphonie nécessaires au télétravail.

L'employeur prend en charge les coûts usuels de connexion et de communication liés au télétravail, à l'exception de la mise à disposition par le télétravailleur d'une ligne téléphonique -paire de cuivre- libre de service ADSL.

L'employeur fournit un service approprié d'appui technique.

Art. 15. Conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2007 portant le code de bonne conduite des utilisateurs informatiques, du courrier électronique et d'Internet au sein des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII, le télétravailleur prend soin des équipements qui lui sont confiés.

Art. 16. Le télétravailleur informe sans délai l'employeur en cas de panne d'un équipement ou de toute autre circonstance l'empêchant d'effectuer son travail.

En cas d'empêchement visé à l'alinéa 1^{er}, le télétravail peut être suspendu sur décision motivée du chef de service.

Art. 17. Le télétravailleur informe sans délai l'employeur en cas de vol ou d'endommagement des équipements et des données par des tiers et lui fournit les informations susceptibles de lui permettre d'obtenir réparation du préjudice subi.

Art. 18. Sauf en cas de dol, de faute lourde ou de faute légère habituelle du télétravailleur, l'employeur prend en charge les coûts liés à la perte ou à l'endommagement des équipements et des données.

Art. 19. Le télétravailleur informe sans délai l'employeur en cas de maladie ou d'accident du travail.

Il fournit tout élément utile à la qualification de l'accident comme accident du travail.

Art. 20. L'employeur informe le télétravailleur des mesures de protection et de prévention en vigueur en matière de santé et de sécurité au travail, notamment celles relatives aux écrans de visualisation.

CHAPITRE 4. — *Du renouvellement du télétravail*

Art. 21. Le renouvellement visé à l'article 6 est subordonné à une demande du télétravailleur, introduite au moins deux mois avant l'expiration de l'autorisation en cours.

La demande de renouvellement est introduite auprès du chef de service au moyen du formulaire prévu à cet effet. Il émet un avis sur le maintien de l'autorisation de télétravail, et en cas d'avis favorable, complète la proposition écrite. Il les transmet au Fonctionnaire général dont il relève, lequel statue sur la demande.

Si le Fonctionnaire général prend une décision favorable nonobstant l'avis contraire du chef de service, il complète la proposition écrite visée à l'alinéa 2.

La décision du Fonctionnaire général d'accorder le renouvellement est notifiée au télétravailleur et transmise, pour information, au Service général de la Gestion des Ressources Humaines.

Si le Fonctionnaire général ne donne pas une suite favorable à cette demande, il la transmet au Service général de la Gestion des Ressources Humaines qui remet un avis. La demande est ensuite transmise au Comité de direction, qui statue selon les modalités fixées à l'article 4.

Sauf décision du Fonctionnaire général spécialement motivée, le membre du personnel conserve le bénéfice du télétravail durant les trois mois qui suivent la décision de ne pas accorder le renouvellement.

Les Fonctionnaires généraux tiennent une liste actualisée des télétravailleurs relevant du Service qu'ils dirigent et la tiennent à disposition du Service général de la Gestion des Ressources Humaines. Cette liste actualisée identifie ceux des télétravailleurs qui bénéficient de la dérogation visée à l'article 8, § 1^{er}, 3^{ème} alinéa, et mentionne, pour chacun d'eux, la dernière date à laquelle il a été vérifié que la condition justifiant la dérogation subsiste.

CHAPITRE 5. — *De la modification ou de la fin du télétravail*

Art. 22. § 1^{er}. Toute demande de modification ou de fin du télétravail à l'initiative du télétravailleur est adressée à son chef de service qui, dans le mois de sa réception, la transmet, accompagnée de son avis, au Fonctionnaire général dont il relève.

La décision d'accorder la modification ou la fin du télétravail est prise selon les modalités visées à l'article 21, alinéa 4. La décision de ne pas l'accorder est prise selon les modalités visées à l'article 21, alinéa 5.

§ 2. Toute proposition de modification ou de fin du télétravail à l'initiative du chef de service est notifiée au télétravailleur qui la restitue dans le mois à son chef de service accompagnée de ses observations éventuelles.

En cas d'accord du télétravailleur ou en l'absence d'observation écrite contraire de sa part, la décision est prise par le Fonctionnaire général selon les modalités visées à l'article 21, alinéa 4.

En cas de désaccord du télétravailleur, la décision est prise par le Comité de direction selon les modalités visées à l'article 21, alinéas 5 et 6.

§ 3. La procédure fixée par le présent chapitre n'est pas applicable aux modifications ponctuelles du jour de télétravail visées par l'article 8, § 3.

CHAPITRE 6. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 23. Le membre du personnel qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, effectue du télétravail par décision prise sur la base de l'arrêté du Gouvernement du 6 octobre 2011 relatif au télétravail, est autorisé à télétravailler aux conditions de cet arrêté, jusqu'à la fin de la période de télétravail qui lui a été accordée.

Tout renouvellement s'opère aux conditions et selon les modalités fixées par le présent arrêté. Le télétravail accordé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté est soumis à son terme à la procédure de renouvellement visée à l'article 21.

Sans préjudice de l'alinéa 2, le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} bénéficie immédiatement de l'application des dispositions du présent arrêté qui autorisent la poursuite du télétravail à des conditions plus favorables.

Art. 24. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 octobre 2011 relatif au télétravail est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2018.

Art. 26. - Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 15 novembre 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/31866]

15 NOVEMBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het telewerk

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het "Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté Française" (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op artikel 13, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "ONE", inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het gecoördineerd decreet van de Franse Gemeenschap van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, inzonderheid op artikel 140, § 3;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 oktober 2011 betreffende telewerk;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 mei 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 6 november 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 19 juli 2017;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 13 juli 2017;

Gelet op het advies van de Directieraad van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 14 juli 2017;

Gelet op het advies van de Directieraad van de ARES (Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur – "Académie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs"), gegeven op 19 juli 2017;

Gelet op het advies van de Directieraad van het "Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté Française" (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), gegeven op 14 september 2017;

Gelet op het advies van de Directieraad van het "Institut de la formation en cours de carrière" (Instituut voor de Vorming tijdens de loopbaan), gegeven op 20 september 2017;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap, gunstig geacht aangezien het niet gegeven werd binnen de zestig werkdagen na de ontvangst van de aanvraag;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 481 van het Comité van sector XVII, gesloten op 14 juli 2017;

Gelet op de "gendertest" van 5 juni 2017 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 61.973/2/V van de Raad van State, gegeven op 6 mei 2017, bij toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het Europese raamakkoord van 16 juli 2002 betreffende telewerk;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;
Na beraadslaging,
Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definitie en toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de statutaire personeelsleden en op de contractuele personeelsleden, hierna personeelsleden genoemd, van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII ressorteren.

Van het toepassingsgebied van dit besluit worden echter uitgesloten, de contractuele personeelsleden die bij een arbeidsovereenkomst van minder dan twee jaar worden tewerkgesteld.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° telewerk : elke vorm van organisatie en/of uitvoering van het werk waarin, met gebruikmaking van informatietechnologie, werkzaamheden die in de lokalen van de werkgever zouden kunnen worden uitgevoerd, op regelmatige basis op de woonplaats van de telewerker of op elke door hem gekozen locatie buiten de lokalen van de werkgever, mits toestemming van deze, worden uitgevoerd;

2° telewerker : het statutaire personeelslid of het contractuele personeelslid dat telewerkt;

3° werkgever : de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector of de instelling van openbaar nut die onder Comité van sector XVII ressorteert;

4° diensthoofd : de ambtenaar van minstens rang 12, of zijn afgevaardigde, onder de leiding van wie de telewerker staat;

5° Directiecomité : het Directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, zoals bepaald in artikel 12 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, of, in voorkomend geval, het directieorgaan van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector of de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 1;

6° Dienst : een Algemeen bestuur en het Algemeen secretariaat van het Ministerie, een instelling van openbaar nut en de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector;

7° Ambtenaar-generaal : de Ambtenaar-generaal die de leiding heeft van een Dienst of zijn afgevaardigde;

8° Algemene dienst voor het Beheer van Human Resources : de dienst Human Resource van het Ministerie of de betrokken instelling.

HOOFDSTUK II. — *Toestemming om te telewerken*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 3. Een personeelslid kan ertoe gemachtigd worden telewerk te verrichten indien het aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° het telewerk is verenigbaar met het ambt;

2° het telewerk is verenigbaar met het belang van de dienst :

3° de telewerker oefent zijn ambt uit in het kader van een arbeidsregeling met volledige dagtaak of deeltijdse dagtaak van minimum 80 %;

4° de telewerker wordt aangewezen voor de Dienst waaronder hij ressorteert sinds minstens zes maanden.

Deze voorwaarden moeten vervuld worden op het ogenblik dat de aanvraag ingediend wordt bij het diensthoofd.

In afwijking van het eerste lid, 3°, kan de kandidaat die zijn ambt uitoefent volgens het stelsel van de beperkte prestaties om medische redenen bedoeld bij de artikelen 117 tot 123 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, een toelating om te telewerken verkrijgen.

Onverminderd artikel 10, is de aanwijzingsvoorwaarde bedoeld bij het eerste lid, 4°, niet van toepassing op de telewerker die van aanwijzing verandert.

Art. 4. § 1. Een personeelslid kan een individuele aanvraag tot telewerken bij zijn diensthoofd indienen via het daartoe bestemd formulier.

Het diensthoofd geeft een met redenen omkleed advies over deze aanvraag. Ingeval het advies gunstig is, wordt het geschreven voorstel gevoegd bij het formulier aangevuld en ondertekend door het personeelslid en zijn diensthoofd. Dit voorstel moet, allerminste, de vermeldingen bedragen in verband met de plaats waar het telewerk plaatsvindt, de dagen voor het telewerk, de duur van de toelating, de perioden van het uurrooster waarin de telewerker bereikt moet kunnen worden, wanneer deze uren niet overeenstemmen met de vaste uren van het variabele uurrooster, alsook de nadere regels voor het opvolgen van het telewerk.

§ 2. Het diensthoofd zendt het formulier over en, in geval van gunstig advies, het geschreven voorstel, langs de hiërarchische weg, aan de Algemene dienst voor het Beheer van Human resources. In geval van ongunstig advies van het diensthoofd, geeft de Algemene dienst voor het Beheer van Human resources ook een advies over de aanvraag.

De Algemene dienst voor het Beheer van Human resources zendt de aanvraag over aan het Directiecomité dat een beslissing neemt. In geval van ongunstig advies van het diensthoofd, kan de kandidaat op eigen aanvraag gehoord worden.

Indien de aanvraag van het diensthoofd toch ingewilligd wordt, niettegenstaande het ongunstig advies van het diensthoofd, wordt het geschreven voorstel bedoeld bij paragraaf 1, tweede lid, aangevuld en ondertekend door het personeelslid en het lid van het Directiecomité waaronder hij het meest rechtstreeks ressorteert.

Vooraleer zijn beslissing te nemen, indien, niettegenstaande het gunstig advies van het diensthoofd, het Directiecomité tot een weigering neigt te beslissen, geeft het er bericht van aan de aanvrager en nodigt hem uit om gehoord te worden. De aanvrager kan zich laten bijstaan door de persoon die hij verkiest.

In geval van een weigering die uitwerking heeft op de datum van de kennisgeving aan het betrokken personeelslid, kan deze geen nieuwe aanvraag indienen voor het verstrijken van een termijn van zes maanden.

Art. 5. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en onverminderd een mogelijke technische onmogelijkheid, kent het Directiecomité de toelating tot telewerken aan de kandidaat toe voor wie zijn beslissing gunstig is ten laatste binnen de drie maanden na de aanvraag.

Bij gebrek aan begrotingsmogelijkheden, worden de aanvragen die nog de uitvoering van een gunstige beslissing afwachten gerangschikt, met inachtneming van de chronologische volgorde van hun onderzoek door het Directiecomité.

In geval van nieuwe beschikbaarheden, worden de aanvragen ingewilligd in dalende voorrangsvolgorde bepaald door de volgende criteria, en voor de toepassing van elk criterium, van de oudste aanvraag tot de recentste :

1° de aanvragen van kandidaten die het voorwerp uitmaken van een beslissing van een arts van de dienst voor medisch toezicht in het kader van de artikelen 117 tot 123 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

2° de aanvragen van de kandidaten voor wie een aanbeveling van de preventieadviseur-arbeidsarts werd getroffen;

3° de aanvragen van de kandidaten die het bewijs leveren van het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen dat een reistijd vergt die ten minste drie uur per dag bedraagt (heen- en terugreis gecumuleerd);

4° de andere aanvragen in de volgorde van hun rangschikking.

Art. 6. De toelating tot telewerken wordt toegekend voor een periode van één jaar, die vernieuwd kan worden voor een onbepaalde duur, voor zover de voorwaarden bedoeld bij artikel 3 nog voortbestaan.

De toelating wordt toegekend vanaf de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing van het Directiecomité. Deze kennisgeving geschiedt door het Directiecomité of zijn afgevaardigde.

Ze heeft uitwerking ten vroegste met ingang van deze datum en ten laatste op het ogenblik van de terbeschikkingstelling van de nodige uitrusting.

Art. 7. De toelating tot telewerken vermeldt minstens de plaats waarop het telewerk plaatsvindt en de dagen ervan. Voor het overige verwijst de toelating tot de nadere regels bepaald in het voorstel bedoeld bij artikel 4, § 1, tweede lid, en gevoegd bij de toelating.

Afdeling 2. — Telewerkprestaties

Art. 8. De telewerker mag niet meer dan twee vijfde van zijn prestaties als telewerk verrichten. In geval van deeltijdse prestaties met 80 %, moet de telewerker in zijn dienst minstens drie dagen per week aanwezig zijn.

In afwijking van het eerste lid, kan de directeur belast met een directie meer dan één vijfde van zijn prestaties als telewerk verrichten.

In afwijking van het eerste lid, kan de telewerker enkel drie vijfde van zijn prestaties als telewerk verrichten :

1° in geval van beslissing van een arts van de dienst voor medisch toezicht in het kader van de artikelen 117 tot 123 van het voornoemde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004, waarbij het minimumaantal dagen telewerk per week twee dagen bedraagt in geval van deeltijdse prestaties met 80 % en één dag in geval van deeltijdse prestaties van 50 % tot 60 %.

2° in geval van een aanbeveling van de preventieadviseur-arbeidsarts;

3° in geval van een beslissing die behoorlijk met redenen omkleed wordt van het Directiecomité.

Wanneer de voorwaarde die de met toepassing van het derde lid toegekende afwijking verantwoordt niet meer uitwerking heeft, wordt de mogelijkheid tot telewerk gewijzigd of afgeschaft volgens de nadere regels bedoeld bij artikel 22.

§ 2. Het telewerk wordt met volle dagen verricht.

In onderlinge overeenstemming tussen het diensthoofd en de telewerker, wanneer bijzondere omstandigheden het verantwoorden, kunnen de telewerkdagen in eenmalige halve dagen ingedeeld worden. In elk geval, worden ze in halve dagen ingedeeld wanneer de deeltijdse arbeid om medische redenen per halve dag wordt gepresteerd.

§ 3. De dagen telewerk worden gepresteerd overeenkomstig de toelating tot telewerken bedoeld bij artikel 7.

Bij wijze van uitzondering, als gevolg van de noodwendigheden van de dienst of op aanvraag van de telewerker, kan het diensthoofd, met verplichting de telewerker zodra mogelijk ervan te verwittigen, de dag van het telewerk wijzigen.

In geval van onenigheid over de beslissing van het diensthoofd, heeft de telewerker een beroepsrecht bij de Ambtenaar-generaal.

De Ambtenaar-generaal brengt het Directiecomité op de hoogte van elke beslissing die hij in het kader van een beroep treft.

§ 4. De werkuren gepresteerd in het kader van het telewerk geven geen recht op compensatie-uren.

§ 5. De telewerker kan geen beroep doen op de inaanmerkingneming van de prestaties verricht buiten de normale werkuren voor de prestaties verricht tussen 18h30 en 7h30 als telewerk, ofwel dan als deze prestaties opgelegd werden door de bevoegde hiërarchische meerdere.

Afdeling 3. — Telewerken in geval van verandering van de arbeidsregeling of dienstaanwijzing

Art. 9. De toekenning van deeltijdse arbeid van minder dan 80 %, voor een periode van minder dan zes maanden schort de toelating tot telewerken op, met uitzondering van deeltijdse arbeidsongeschiktheid;

Door de toekenning van een deeltijdse arbeid met minstens 80 %, voor een periode van meer dan zes maanden wordt van rechtswege een einde gemaakt aan de toelating tot telewerken, met uitzondering van de deeltijdse arbeidsongeschiktheid.

Met uitzondering van afwezigheden om medische redenen, met inbegrip van de afwezigheden wegens ziekte als gevolg van een arbeidsongeval, een ongeval van en naar het werk of van een beroepsziekte, maakt elke ononderbroken afwezigheid van ten minste zes maanden van rechtswege een einde aan de toelating tot telewerken.

Art. 10. Bij verandering van dienstaanwijzing van de telewerker, verzoekt het personeelslid zijn nieuwe diensthoofd om zijn instemming te betuigen met de voortzetting van de telewerkprestaties. Het diensthoofd kan beslissen het telewerk te weigeren, te schorsen voor een periode van maximum zes maanden of zijn instemming afhankelijk te maken van een proefperiode van drie maanden.

In geval van instemming, wordt door het diensthoofd de vermelding "met instemming" naast de toelating tot telewerken geplaatst. Desgevallend, wordt de vermelding van de proefperiode eraan toegevoegd. Op het einde van de proefperiode, bevestigt het diensthoofd zijn instemming of geeft kennis van zijn weigering. Bij gebrek aan een dergelijke kennisgeving van weigering op het einde van de proefperiode, wordt de beslissing van het diensthoofd als gunstig geacht voor de voortzetting van het telewerk.

In geval van weigering die uitwerking heeft op de datum van haar kennisgeving aan het betrokken personeelslid, kan het enkel een nieuwe aanvraag indienen na het verstrijken van een termijn van zes maanden.

Het diensthoofd brengt zijn Ambtenaar-generaal op de hoogte van iedere beslissing die hij neemt.

HOOFDSTUK 3. — *Rechten en plichten*

Art. 11. De telewerker moet kunnen worden bereikt gedurende het vaste deel van de flexibele arbeidsregeling, behalve als andere regels bij de toelating tot telewerken in onderlinge overeenstemming werden vastgesteld tussen de telewerker en zijn diensthoofd.

Art. 12. § 1. Geen toelage of premie kan worden toegekend als gevolg van telewerken. Geen vermeerdering of vermindering van de arbeidsduur kan ermee worden verbonden.

De werklast en de criteria voor het beoordelen van het door de telewerker geleverde werk zijn gelijk aan die van de vergelijkbare personeelsleden die in de lokalen van de werkgever werken.

§ 2. De telewerkers hebben dezelfde rechten op vorming en loopbaanmogelijkheden als de vergelijkbare personeelsleden die in de lokalen van de werkgever werken en zijn aan dezelfde evaluaties onderworpen.

Art. 13. De telewerker moet toegang kunnen krijgen tot de informatie betreffende de instelling en de dienst.

Art. 14. De werkgever levert, installeert en onderhoudt de informatica- en telefonie-uitrusting die noodzakelijk is voor het telewerken.

De werkgever betaalt de aansluitings- en verbindingskosten in verband met telewerken, met uitzondering van de terbeschikkingstelling door de telewerker van een telefoonlijn – raw copper - vrij voor een ADSL-dienst.

De werkgever levert een geschikte technische steundienst.

Art. 15. Overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2007 betreffende de gedragscode van de gebruikers van de computersystemen, van de e-mails en van het Internet binnen de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren, gaat de telewerker zorgvuldig om met de uitrusting die hem wordt toevertrouwd.

Art. 16. De telewerker brengt zonder verwijl de werkgever op de hoogte van elk defect bij een uitrusting of van elke andere omstandigheid waardoor hij zijn werk niet kan verrichten.

Bij verhindering zoals bedoeld in het eerste lid, kan het telewerken worden opgeschort op met redenen omklede beslissing van het diensthoofd.

Art. 17. De telewerker verwittigt zonder verwijl de werkgever als de uitrusting en de gegevens door derden worden gestolen of beschadigd en bezorgt hem de informatie die hem de mogelijkheid verschaft om een schadevergoeding te bekomen.

Art. 18. Behalve in geval van bedrog, ernstige of gewone lichte tekortkoming van de telewerker, betaalt de werkgever de kosten in verband met het verlies of de beschadiging van de uitrusting en de gegevens.

Art. 19. De telewerker verwittigt de werkgever zonder verwijl bij ziekte of arbeidsongeval.

Hij levert elk gegeven dat nuttig is om het ongeval als arbeidsongeval te omschrijven.

Art. 20. De werkgever brengt de telewerker op de hoogte van de geldende maatregelen inzake bescherming en preventie op het gebied van gezondheid en veiligheid op het werk, inzonderheid deze die betrekking hebben op de visualisatieschermen.

HOOFDSTUK 4. — *Vernieuwing van de telewerkvergunning*

Art. 21. De Vernieuwing bedoeld bij artikel 6 wordt onderhevig gemaakt aan een aanvraag van de telewerker, die minstens twee maanden vóór het verstrijken van de lopende vergunning wordt ingediend.

De aanvraag om vernieuwing wordt bij het diensthoofd ingediend via het daartoe bestemd formulier. Het diensthoofd geeft zijn advies over het behoud van de telewerkvergunning, en als het advies gunstig is, vult het geschreven voorstel in. Het diensthoofd zendt de documenten aan de Ambtenaar-generaal waaronder hij ressorteert, en deze laatste beslist over de aanvraag.

Indien de Ambtenaar-generaal een gunstige beslissing neemt niettegenstaande het tegenovergestelde advies van het diensthoofd, vult hij het geschreven voorstel bedoeld bij het tweede lid in.

Van de beslissing van de Ambtenaar-generaal de vernieuwing toe te kennen, wordt kennis gegeven aan de telewerker en wordt, ter informatie, deze beslissing aan de Algemene dienst voor het Beheer van Human Resources overgezonden.

Indien de Ambtenaar-generaal deze aanvraag tot vernieuwing niet inwilligt, zendt hij deze aan de Algemene dienst voor het Beheer van Human Resources over, die beslist met inachtneming van de nadere regels bepaald bij artikel 4.

Behoudens beslissing door de Ambtenaar-generaal die bijzonder met redenen omkleed is, behoudt het personeelslid het genot van het telewerk gedurende de drie maanden die op de beslissing tot weigering van de vernieuwing volgen.

De ambtenaren-generaal houden een geactualiseerde lijst bij van de telewerkers die onder hun Dienst ressorteren en houden deze lijst ter beschikking van de Algemene dienst voor het Beheer van Human Resources. Deze geactualiseerde lijst identificeert de telewerkers die de afwijking genieten bedoeld bij artikel 8, § 1, derde lid, en

vermeldt, voor iedere betrokken telewerker, de laatste datum waarop nagegaan werd of de voorwaarden die ten grondslag liggen aan de toekenning van de afwijking nog bestaan.

HOOFDSTUK 5. — *Wijziging of beëindiging van telewerkprestaties*

Art. 22. § 1. Elke aanvraag om wijziging of beëindiging van telewerkprestaties op initiatief van de telewerker moet aan zijn diensthoofd toegestuurd worden, dat, binnen de maand van ontvangst, deze, samen met zijn advies, aan de Ambtenaar-generaal waaronder het ressorteert, toezendt.

De beslissing om wijziging of beëindiging van telewerkprestaties wordt genomen met inachtneming van de nadere regels bedoeld bij artikel 21, vierde lid. De beslissing tot weigering wordt genomen met inachtneming van de nadere regels bedoeld bij artikel 21, vijfde lid.

§ 2. Van elk voorstel tot wijziging of beëindiging van telewerkprestaties op initiatief van het diensthoofd wordt aan de telewerker kennis gegeven, die het aan zijn diensthoofd terugbezorgt samen met de mogelijke op- en aanmerkingen.

Betuigt de telewerker zijn instemming of in afwezigheid van elke geschreven en tegengestelde opmerking van deze, dan wordt de beslissing door de Ambtenaar-generaal genomen volgens de nadere regels bepaald bij artikel 21, vierde lid.

Indien de telewerker het niet eens is, wordt de beslissing door het Directiecomité met inachtneming van de nadere regels bepaald bij artikel 21, vijfde en zesde lid genomen.

§ 3. De procedure bepaald bij dit hoofdstuk is niet van toepassing op de eenmalige wijzigingen van de telewerkdagen bedoeld bij artikel 8, § 3.

HOOFDSTUK 6. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 23. Het personeelslid dat, op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit, telewerk verricht ten gevolge van een beslissing genomen op basis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 oktober 2011 betreffende telewerk, wordt ertoe gemachtigd voort te telewerken met inachtneming van de voorwaarden van dat besluit, tot het einde van de telewerkperiode die hem toegekend werd.

Elke vernieuwing geschiedt mits inachtneming van de voorwaarden en volgens de nadere regels bepaald in dit besluit. Telewerkprestaties die worden toegekend op de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden onderworpen, wanneer ze een einde nemen, aan de vernieuwingsprocedure bepaald bij artikel 21.

Onverminderd het tweede lid, geniet het personeelslid bedoeld bij het eerste lid onmiddellijk de toepassing van de bepalingen van dit besluit die de voortzetting van telewerkprestaties toelaten met gunstigere voorwaarden.

Art. 24. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 oktober 2011 betreffende telewerk, wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 25. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2018.

Art. 26. De Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 november 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2017/206200]

26. JUNI 2017 — Dekret zur beschulung von erstankommenden schülern

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Kapitel 1 — Abänderung des Königlichen Erlasses vom 2. Oktober 1968 zur Festlegung und Einteilung der Ämter der Mitglieder des Direktions- und Lehrpersonals, des Erziehungshilfspersonals, des paramedizinischen und des sozialpsychologischen Personals der staatlichen Einrichtungen für Vor-, Primar-, Förder-, Mittel-, technischen, Kunst- und Normalschulunterricht und der Ämter der Personalmitglieder des Inspektionsdienstes beauftragt mit der Aufsicht dieser Einrichtungen

Artikel 1 — Artikel 6 des Königlichen Erlasses vom 2. Oktober 1968 zur Festlegung und Einteilung der Ämter der Mitglieder des Direktions- und Lehrpersonals, des Erziehungshilfspersonals, des paramedizinischen und sozialpsychologischen Personals der staatlichen Einrichtungen für Vor-, Primar-, Förder-, Mittel-, technischen, Kunst- und Normalschulunterricht und der Ämter der Personalmitglieder des Inspektionsdienstes beauftragt mit der Aufsicht dieser Einrichtungen wird wie folgt abgeändert:

1. In Buchstabe B Buchstabe a), zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 29. Juni 2015, wird folgende Nummer 4quinquies eingefügt:

„4quinquies. Lehrer für Sprachlernklassen oder Sprachlernkurse.“

2. In Buchstabe Dbis Buchstabe a), eingefügt durch den Erlass der Regierung vom 31. August 2000 und abgeändert durch das Dekret vom 25. Mai 2009, wird folgende Nummer 3 eingefügt:

„3. Lehrer für Sprachlernklassen.“